

REGLEMENT



*relatif à la gestion des déchets
de la commune de La Côte-aux-Fées*

Décembre 2011

Le Conseil général de la commune de La Côte-aux-Fées

Vu la loi sur les communes,

Vu la loi concernant le traitement des déchets (LTD), du 13 septembre 1986, et la loi portant modification de ladite loi, du 29 septembre 2010,

Vu le règlement d'application de la loi sur le traitement des déchets (RLTD), du 1^{er} juin 2011

Sur la proposition du Conseil communal,

a r r ê t e :

Chapitre I - Généralités

Art. 1.1 Définitions

a) les déchets urbains: les détritiques produits quotidiennement par les ménages, les objets volumineux à usage domestique et les déchets provenant des entreprises industrielles, artisanales et commerciales assimilables à des déchets des ménages;

b) les déchets encombrants : déchets urbains, qui en raison de leur forme, volume, poids, ne peuvent pas être contenus dans des sacs poubelles;

c) les déchets spéciaux : selon les définitions de l'Ordonnance fédérale sur les mouvements de déchets (OMoD), du 22 juin 2005;

d) les déchets spéciaux des ménages : déchets spéciaux produits en petite quantité par les ménages;

e) les déchets de chantier : déchets générés dans le cadre des activités de génie civil et du bâtiment.

Art. 1.2 Principes

¹La commune de La Côte-aux-Fées, ci-après la commune, est liée à la Commune de Val-de-Travers par la convention relative à la gestion des déchets.

²La commune assure la collecte, le transport et le traitement des déchets de sorte à respecter les normes environnementales, à limiter la consommation d'énergie et à assurer un recyclage optimum des déchets.

³Dans cet ordre d'idée, elle se donne par le présent règlement les moyens de gérer ses déchets de façon à :

- éviter autant que possible la production de déchets ;
- trier les déchets à la source ;
- récupérer les objets réutilisables ;
- recycler les matériaux dans le cadre des possibilités de la technique et conformément aux conditions économiques du moment ;
- réduire au minimum la quantité de déchets à incinérer ou à mettre en décharge ;
- encourager toute mesure de réduction des déchets et informer la population sur leur gestion.

⁴Toute personne doit déposer ses déchets urbains incinérables dans sa commune de domicile; les déchets valorisables ou recyclables doivent être déposés dans les points de collecte sélective (écopoints) ou à la déchèterie désignés par l'autorité de la commune de domicile.

Art. 1.3 Information

Le Conseil communal informe la population sur les questions relatives aux déchets, en particulier sur les possibilités de réduction et de valorisation des déchets, le service de collecte, les collectes sélectives, les catégories de déchets et leurs caractéristiques.

Chapitre II – Collecte et traitement des déchets urbains

Art. 2.1 Collecte

¹La commune fixe et publie le mode et la fréquence de la collecte des déchets. Elle décide des modalités du service de collecte et de l'endroit où les déchets doivent être déposés.

²Les déchets déposés doivent être conditionnés afin d'éviter tout risque de blessures lors de leur manipulation par le personnel de service.

³La commune peut désigner les lieux où les déchets incinérables et les déchets recyclables doivent être déposés.

⁴ Elle peut désigner des centres de dépôts et exiger le tri préalable d'autres déchets que ceux énumérés à l'article 2.6 du présent règlement.

Art. 2.2 Déchets faisant l'objet d'une élimination particulière

¹Les déchets suivants sont notamment exclus de la collecte :

- déchets spéciaux des ménages;
- matières fécales, cadavres d'animaux, déchets de boucherie et d'abattoir ;
- huiles végétales et minérales ;
- substances explosives et radioactives ;
- déchets de construction et de démolition, terre, cailloux, boue, neige et glace, ferraille et gravats, verreries et poteries ;
- carcasses de véhicules, batteries et pneus ;
- engins avec moteur ;
- vélos ;
- déchets spéciaux de l'industrie et de l'artisanat
- appareils électriques et électroniques.

²L'élimination de ces déchets doit s'effectuer conformément aux prescriptions fédérales et cantonales en la matière. Ces déchets sont acheminés à la charge des intéressés dans les centres de tri et chez les repreneurs reconnus par l'Etat ou dans les déchèteries.

Art. 2.3 Récipients

¹Les déchets urbains incinérables doivent être placés dans des sacs poubelles fermés de 60 litres maximum.

²Les sacs doivent être déposés dans les conteneurs mis en place par la commune.

³L'entreposage des déchets urbains en vrac sur le domaine public est interdit.

⁴Les déchets organiques doivent être déposés dans les conteneurs autorisés par la commune.

Art. 2.4 Particularités

La commune peut autoriser, voire obliger les entreprises industrielles, artisanales ou commerciales qui produisent de très grandes quantités de déchets, assimilables aux déchets urbains incinérables, à les livrer directement aux usines d'incinération qui desservent le périmètre où elles se situent, à leurs frais, conformément aux prescriptions en vigueur. La commune peut aussi procéder de la sorte si elle éprouve des difficultés à traiter les déchets assimilables aux déchets urbains incinérables produits par les entreprises avec les équipements qui sont à sa disposition.

Art. 2.5 Traitement

Le traitement des déchets se fait conformément aux prescriptions fédérales et cantonales en la matière.

Art. 2.6 La valorisation

¹Elle consiste soit à récupérer les déchets urbains, réutilisation de l'objet sans modification, soit à recycler ces derniers, réutilisation de la matière première après transformation.

²Le papier, le carton, le verre, les tôles d'acier, l'aluminium, les déchets organiques (cuisine et jardin), la ferraille, les textiles, le PET et certains autres plastiques sont considérés comme des déchets valorisables ou recyclables. Ils sont collectés dans les points de collecte ou les déchèteries désignés par la commune, ou lors de collectes spéciales dont le programme est défini par la commune.

Chapitre III – Cas particuliers

Art. 3.1 Déchets encombrants des ménages

Dans des cas particuliers, lors de grosse production de déchets, par exemple lors de débarras de logements, la commune peut exiger des ménages concernés que ces déchets soient acheminés par les intéressés, à leurs frais, vers un centre de tri reconnu par l'Etat.

Art. 3.2 Déchets de jardin et déchets de cuisine

¹Les déchets de jardin des ménages (déchets provenant de la tonte de pelouses, des feuilles, fleurs, taille de haies, etc.) sont admis. Ces derniers doivent être amenés sur la place d'ancienne décharge communale pour leur traitement ultérieur. La place d'ancienne décharge, sur laquelle peuvent également être déposés les matériaux pierreux et terreux, est ouverte le samedi matin de 9h00 à 11h00 d'avril à octobre ou sur demande.

²Les déchets de cuisine (fruits, légumes, épluchures, fleurs fanées, coquilles d'œufs, marc de café et de thé, plantes en pot sans pot, cendres de bois, sciure, pain rassis, litière de petits animaux (sauf celle en gravier à évacuer dans le container spécifique à l'écopoint)) peuvent être déposés à l'écopoint dans un container prévu à cet effet.

³Le compostage est vivement recommandé.

⁴Les personnes actives à titre professionnel dans les secteurs

- de l'agriculture, de l'horticulture, et du paysagisme, doivent évacuer leurs déchets directement et à leurs frais dans des centres de collecte prévus à cet effet ou les traiter dans les règles de l'art sur leur exploitation ;
- de la restauration, doivent évacuer leurs déchets de cuisine directement et à leurs frais dans des centres de collecte prévus à cet effet.

Art. 3.3 Incinération des déchets naturels

¹L'incinération en plein air des déchets naturels, provenant des forêts, des champs et des jardins n'est autorisée que si elle respecte les exigences des articles 30c, al.2 LPE et 26b, al.1 OPAIR.

²Le Conseil communal peut limiter ou interdire l'incinération de tels déchets dans certaines zones et durant certaines périodes si l'on peut s'attendre à des immissions excessives.

³Les dispositions plus restrictives de la législation sur la police du feu et la protection contre les éléments naturels sont réservées.

Art. 3.4 Cadavres d'animaux

Les cadavres d'animaux et autres déchets de boucherie doivent être livrés au centre collecteur cantonal à Montmollin.

Art. 3.5 Déchets particuliers

¹Le Conseil communal peut proposer la collecte de certains déchets particuliers et en fixer les modalités.

²Les déchets inertes, en petite quantité, peuvent être déposés dans des bennes spécifiques à l'écopoint.

³Les couches-culottes et les poches médicales des ménages uniquement peuvent être déposés en sacs transparents dans un container spécifique à l'écopoint. Est interdit le dépôt des couches-culottes et poches médicales provenant des institutions.

Art. 3.6 Réclamations

¹Les réclamations ou propositions visant l'enlèvement des déchets en général, ou le personnel qui en est chargé, doivent être adressées par écrit au Conseil communal.

²Les employés communaux sont autorisés à laisser sur place les récipients trop remplis, défectueux, antihygiéniques ou contenant des déchets non admis.

Art. 3.7 Autres cas

Le Conseil communal est compétent pour traiter tous les cas non prévus par le présent règlement.

Chapitre IV – Déchèterie

Art. 4.1 Déchèterie

¹La commune met à disposition de la population un écopoint et/ou une déchetterie pour y déposer des déchets spécifiques. Les horaires et les conditions sont définis par le Conseil communal.

²Les usagers déposent ces déchets dans les bennes ou les conteneurs mis à leur disposition en respectant impérativement l'affectation de ces derniers.

³Le Conseil communal fixe et publie la liste des déchets qui sont récupérés ainsi que les endroits où ils doivent être déposés. Les déchets non mentionnés dans cette liste ne peuvent pas y être déposés.

⁴Le gestionnaire de l'écopoint et/ou de la déchèterie refusera les déchets prétendument encombrants qui peuvent être conditionnés dans les sacs officiels admis sur le territoire des communes partenaires de la déchèterie. Des sacs officiels seront remis et vendus par le gestionnaire aux personnes qui se présenteraient avec de tels déchets.

Art. 4.2 Horaire

L'écopoint et/ou la déchèterie est accessible au public selon le calendrier et l'horaire édictés par le Conseil communal.

Chapitre V – Financement

Art. 5.1 Principes

¹La commune assure le financement du service public d'élimination des déchets dont l'élimination lui incombe.

²Pour le financement de l'élimination des déchets urbains des ménages, elle dispose à cet effet :

- De la taxe au poids perçue sur les déchets urbains incinérables
- D'une part d'impôt de 20 à 30 % des coûts de gestion
- De la taxe de base annuelle perçue par ménage pour couvrir le solde des frais.

³Pour le financement de l'élimination des déchets urbains des entreprises, elle dispose de:

- la taxe au poids perçue sur les déchets urbains incinérables
- la taxe de base annuelle perçue par entreprise selon un ou des critères définis dans le règlement d'application de la loi concernant le traitement des déchets.

Art. 5.2 Taxe causale

¹Seul l'usage de sacs d'une capacité maximale de 60 litres est autorisé dans la commune. Ils doivent être déposés dans les conteneurs prévus à cet effet.

³La taxe causale couvre les frais d'incinération des déchets urbains, encombrants compris, et les coûts de fabrication des sacs.

⁴Le montant de taxe restant après financement de l'incinération, et ristourné à la commune par l'entreprise mandatée pour son encaissement, servira en priorité à couvrir les frais de transports des déchets incinérables, et au surplus à financer d'autres frais liés à la gestion et à l'élimination des déchets urbains.

Art. 5.3 Calcul de la taxe de base

¹Le montant de la taxe de base est calculé chaque année (n) sur la base du dernier exercice comptable bouclé (n-2) et sert à l'établissement du budget (n+1). Il est fixé par le Conseil communal.

²Les comptes relatifs à la gestion des déchets urbains ayant servis au calcul de la taxe de base peuvent être consultés par les citoyens.

³La taxe de base et l'impôt couvrent le solde des coûts de transport, la valorisation ou recyclage des déchets urbains, l'élimination des déchets spéciaux des ménages, l'information, les charges administratives et de personnel.

⁴Le Conseil communal informe le Service des communes avant le 31 octobre du montant de la taxe de base applicable l'année suivante et des bases de calcul.

Art. 5.4 Perception de la taxe de base

¹La taxe de base des personnes physiques est perçue par ménage selon l'échelle pondérée suivante:

- a) 1 unité pour un ménage d'une personne;
- b) 1,8 unités pour un ménage de 2 personnes;
- c) 2,4 unités pour un ménage de 3 personnes;
- d) 2,8 unités pour un ménage de 4 personnes;
- e) 3 unités pour un ménage de 5 personnes ou plus.

²La taxe de base des entreprises est perçue en fonction de la taille et du type d'activité de l'entreprise (ou autres catégories selon RLTD).

³La taxe de base est perçue annuellement auprès des personnes physiques et morales.

Art. 5.5 Participation de l'impôt

Le Conseil général fixe, sur proposition du Conseil communal, le pourcentage de participation de l'impôt au financement des coûts d'élimination des déchets urbains provenant des ménages – entre 20 et 30%.

Il est fixé à 25%.

Art. 5.6 Exonération

¹Les établissements, commerces ou entreprises qui ont reçu l'autorisation de la commune d'éliminer par leurs propres moyens leurs déchets urbains incinérables et qui de même valorisent leurs autres déchets urbains, à leurs frais, sans utiliser les infrastructures communales, sont exonérés de la taxe à la quantité et de la taxe de base par décision du Conseil communal.

Art. 5.7 Facturation

¹La taxe de base est facturée par l'administration communale, en principe durant le deuxième trimestre de l'année civile.

²Pour les ménages, les très-petites et les petites entreprises, la taxe au poids est facturée chaque année par l'administration communale, en principe en janvier (n+1) sur la base des relevés EPlan (n).

³Pour les moyennes et grandes entreprises, la taxe au poids est facturée chaque trimestre par l'administration communale, sur la base des relevés trimestriels transmis par la commune de Val-de-Travers, et/ou sur la base des relevés EPlan.

Art. 5.8 Compétence

Pour tenir compte de certaines situations sociales, la commune peut prendre des dispositions spéciales de nature non fiscale (cf. art. 3.5 al. 3).

Chapitre VI - Dispositions finales

Art.6.1 Dépôts de déchets non autorisés

¹Les déchets déposés en violation des horaires et/ou des modalités de collecte seront enlevés aux frais du contrevenant.

² Il sera perçu un émolument ne dépassant pas 250 francs par heure.

Art. 6.2 Infractions et pénalités

¹La commune est compétente pour sanctionner les contrevenants à la loi concernant le traitement des déchets et à son règlement d'application selon l'arrêté concernant les infractions pouvant être sanctionnées selon un tarif.

²Le Conseil communal peut assermenter les personnes qui seront habilitées à constater les infractions. Il pourra s'agir, à titre d'exemple, d'un voyer-chef, de son adjoint, d'un responsable de secteur ou d'un chef de dicastère dans une commune de plus petite taille.

³Les personnes assermentées pourront le cas échéant, par deux, dresser un procès-verbal de contravention lorsqu'une personne sera prise en flagrant délit.

⁴Le Conseil communal prendra un arrêté désignant les personnes assermentées.

⁵La commune peut dénoncer au Ministère public les contrevenants à la loi, et en particulier toute élimination illégale de déchets sur son territoire.

⁶Demeure réservée la répression d'infractions aux prescriptions de la législation cantonale et fédérale.

Art. 6.3 Dispositions transitoires

Art. 6.4 Abrogation, entrée en vigueur

¹Le présent règlement abroge toutes dispositions antérieures et contraires, en particulier le Règlement relatif à la gestion des déchets du 21 février 2011 sanctionné le 23 mai 2011, dès son entrée en vigueur.

²Il entrera en vigueur à l'expiration du délai référendaire et après sa sanction par le Conseil d'Etat.

La Côte-aux-Fées, le 16 décembre 2011

AU NOM DU CONSEIL GENERAL
LE PRESIDENT : LA SECRETAIRE :

(signé) (signé)
CHRISTIAN LAMBELET GABRIELLE PONCIONI

Sanctionné par le Conseil d'Etat le 20 février 2012